

N° 10042

CONSEIL D'ÉTAT
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Projet d'arrêté g. d. portant modification
de l'art. 1^{er} de l'arrêté r. g. d. du 9
juillet 1857, sur l'organisation du Gov.
vernement, et de l'arrêté g. d. du 16
juillet 1926, sur la répartition des
services publics. —

M. L. Korn

~~Faber~~ ~~Chenille~~

Chenille vu 15/1/27

Loutrier

Lidembach. — U

Staatsarchiv Luxemburg

Art.

Nr. 4

Thon
Fable
Chau
Zou
Lieu
Chif
dist
Tous
de Co
11.5

Gouvernement

Luxembourg, le 10 janvier 1927.

Affaires Etrangères

N. B. v. f. c. d.
circuler:

M. l.

Thorn

Faber

Arndt

Houtier

Leidenberg

Ch. P. et al.

distrib. à

Tous les membres

du Conseil.

11.1.1927.

Monsieur le Président,

L'organisation actuelle du Gouvernement remonte à l'arrêté r.g.d. du 9 juillet 1857, lequel a conféré le titre de Ministre d'Etat au président et celui de directeur général aux autres membres du Gouvernement.

L'exposé des motifs du 12 juin 1857 s'exprime de la manière suivante au sujet de ces dénominations:

"Comme il s'agit d'introduire un système nouveau, il semble convenable de choisir aussi une nouvelle dénomination. Le titre d'administrateur général, à part son origine, présente encore cet inconvénient de n'être pas connu à l'étranger, et d'exposer par là les membres du Gouvernement à ne pas être traités conformément à leur rang. Cet inconvénient est surtout palpable à l'égard du Président du Gouvernement, appelé à représenter le Gouvernement du Roi Grand-Duc vis-à-vis des Gouvernements étrangers et vis-à-vis de la garnison de Luxembourg.

"On avait pensé un instant de proposer pour tous les membres du Gouvernement le titre correspondant à leurs attributions, c'est-à-dire celui de Ministre. Mais ce titre entraîne des exigences auxquelles il serait difficile de satisfaire avec les traitements que les ressources du budget permettent d'allouer.

"Nous nous sommes ainsi arrêtés au parti de proposer la dénomination pure et simple de Gouvernement (Staatsregierung) pour le corps, et celle de Ministre d'Etat, pour le président du Gouvernement, plus spécialement appelé à

Monsieur le Président du Conseil d'Etat.

à

Luxembourg.

représenter le Souverain et le pays vis-à-vis de l'étranger,
et auquel on pourra pour cette même raison faire une
position pécuniaire exceptionnelle.

«Les autres membres du Gouvernement prendraient le titre de Directeur général (de l'Intérieur, des Finances, etc).
«On aurait pu choisir le titre de conseiller intime, si ce
«titre n'était pas de nature à réveiller de fâcheux souvenirs.....»

Le fait que les membres du Gouvernement, le président à part, ont porté le qualificatif de «directeur général», a été sans inconvénients sérieux pendant de longues années. Il n'en est plus de même en présence de l'état de choses résulté de la guerre de 1914 à 1918. La nécessité de reconstruire sur les débris des traités anéantis a multiplié les relations et les négociations avec les Gouvernements étrangers dans les domaines les plus divers, et cela non seulement pour ce qui concerne le Ministre d'Etat, mais aussi, sous son contrôle, les autres membres du Gouvernement.

Aussi les considérations qui en 1857 firent adopter le titre de directeur général, ne sont-elles plus valables actuellement.

Si, en effet, le titre d'administrateur général, que portaient les membres du Gouvernement avant l'organisation de 1857, avait l'inconvénient de n'être pas connu à l'étranger, celui de directeur général, dans certains pays et notamment en Belgique, est celui de fonctionnaires de l'ordre administratif ayant des attributions comparables à celles de nos conseillers, mais sans même faire, comme ceux-ci, partie du Gouvernement. La dénomination de directeur général, appliquée à des ministres à portefeuille, responsables à l'égard du Souverain et de la Chambre des députés, ne peut ainsi que trop facilement donner lieu à des confusions regrettables et mettre les membres du Gouvernement luxembourgeois dans un état d'infériorité, alors

Projet d'arrêté grand-ducal portant modification
de l'art.1er de l'arrêté royal grand-ducal du 9 juillet
1857, sur l'organisation du Gouvernement, et de
l'arrêté grand-ducal du 16 juillet 1926, sur la
répartition des services publics.

Nous Charlotte etc.

Vu l'art.76 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal grand-ducal du 9 juillet 1857, sur
l'organisation du Gouvernement;

Vu Notre arrêté du 16 juillet 1926, portant une nouvelle
répartition des services publics;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du
Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en
Conseil;

Avons arrêté et arrêtons :

Art.1er.- A l'avenir les membres de Notre Gouvernement
que l'art.1er de l'arrêté royal grand-ducal du 9 juillet
1857 prévisé a investis du titre de directeurs généraux,
porteront le titre de "ministre", en remplacement de
celui de "directeur général".

Art.2.- Dans Notre arrêté du 16 juillet 1926 prévisé, le
terme de "direction générale" est remplacé par celui de
"ministère".

Art.3.- Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera
publié au Mémorial.

Les Membres du Gouvernement,

que, dans l'intérêt du pays, il importe qu'ils soient revêtus de toute l'autorité et du prestige nécessaires, même en ce qui concerne l'appareil extérieur de leur charge.

L'inconvénient tire sa gravité de la fréquence des cas. Certes, de nos jours comme il y a 70 ans, c'est toujours le Ministre d'Etat, auquel sont dévolues la présidence du Conseil et les relations extérieures, qui représente le Gouvernement grand-ducal vis-à-vis des Gouvernements étrangers et qui est responsable de la politique étrangère, mais, comme il a été déjà relevé ci-dessus, les autres membres du Gouvernement sont de plus en plus dans le cas de traiter des affaires de leur département à l'étranger ou à Luxembourg avec des représentants étrangers.

L'argument des exigences somptuaires invoqué en 1857, même s'il était encore valable aujourd'hui au même degré, ce qui n'est pas le cas, devrait céder devant ce que commande l'intérêt général.

Il y a bien, il est vrai, des pays où les membres du cabinet ne portent pas le titre de ministre, telle, entre autres, la Grande-Bretagne où, sauf quelques titres spéciaux, les membres du conseil des ministres sont qualifiés de "secrétaire d'Etat" ou la Suisse, où les membres du Conseil fédéral sont qualifiés de "chef de département". Mais le fait est qu'il s'agit là toujours de dénominations historiques, consacrées par un usage séculaire et qui, à tout le moins, ne peuvent pas donner lieu à équivoque, comme c'est le cas pour notre titre de directeur général.

Toutes les considérations concordent ainsi à faire donner aux membres du Gouvernement le titre de ministre qui correspond à leurs attributions; aucune ne s'y oppose. Au surplus, le cas peut même se présenter que le choix des conseillers de la Couronne en sera facilité à la Souveraine.

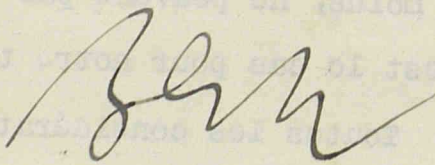
Avant de proposer à S.A.R. la Grande-Duchesse de prendre une décision dans ce sens, en exécution de l'art. 76 de la Constitution, d'après lequel le Grand-Duc régle

l'organisation de son Gouvernement», je serais bien aise d'avoir dans un court délai l'avis du Conseil d'Etat sur le changement projeté qui trouverait son expression dans le projet d'arrêté g.d.joint.

Aucune modification de l'organisation même du Gouvernement ou des attributions de ses ~~membres~~ n'est envisagée; il n'est pas question de remplacer des fonctions existantes par des fonctions nouvelles, il s'agit uniquement de conférer aux membres du Gouvernement la dénomination qui correspond à leur charge et qui, dans la plupart des pays, sert à désigner les mêmes fonctions. Aucune nouvelle dépense ne résultera de la réalisation de la mesure.

Dans ces conditions, il ne semble pas non plus que la liquidation des traitements des directeurs généraux puisse rencontrer quelque entrave du fait de la substitution du terme «ministre» à celui de «directeur général», employé dans le tableau (groupe XXI) annexé à la loi du 29 juillet 1913, sur la revision des traitements des fonctionnaires et employés de l'Etat, pour désigner les membres du Gouvernement autres que le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement. Il n'y aura de changé que la dénomination, et la nouvelle dénomination répond aux fonctions à raison desquelles les titulaires sont rétribués.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,



GOUVERNEMENT

AFFAIRES ETRANGERES.

Luxembourg, le 10 janvier 1927.

Monsieur Le Président ,

L'organisation actuelle du Gouvernement remonte à l'arrêté r.g.d. du 9 juillet 1857, lequel a conféré le titre de Ministre d'Etat, au président et celui de directeur général aux autres membres du Gouvernement.

L'exposé des motifs du 12 juin 1857 s'exprime de la manière suivante au sujet de ces dénominations:

"Comme il s'agit d'introduire un système nouveau, il semble convenable de choisir aussi une nouvelle dénomination. Le titre d'administrateur général, à part son origine, présente encore cet inconvénient de n'être pas connu à l'étranger, et d'exposer par là les membres du Gouvernement à ne pas être traités conformément à leur rang. Cet inconvénient est surtout palpable à l'égard du Président du Gouvernement, appelé à représenter le Gouvernement du Roi Grand-Duc vis-à-vis des Gouvernements étrangers et vis-à-vis de la garnison de Luxembourg.

"On avait pensé un instant de proposer pour tous les membres du Gouvernement le titre correspondant à leurs attributions, c'est-à-dire celui de Ministre. Mais ce titre entraîne des exigences auxquelles il serait difficile de satisfaire avec les traitements que les ressources du budget permettent d'allouer.

"Nous nous sommes ainsi arrêtés au parti de proposer la dénomination pure et simple de Gouvernement (Staatsregierung) pour le corps, et celle de Ministre d'Etat, pour le président du Gouvernement, plus spécialement appelé à

A

Monsieur le Président du Conseil d'Etat.

à

L u x e m b o u r g .

représenter le Souverain et le pays vis-à-vis de l'étranger,
et auquel on pourra pour cette même raison faire une
position pécuniaire exceptionnelle.

"Les autres membres du Gouvernement prendraient le titre de Directeur général (de l'Intérieur, des Finances, etc.)
On aurait pu choisir le titre de conseiller intime, si ce
titre n'était pas de nature à réveiller de fâcheux souvenirs....."

Le fait que les membres du Gouvernement, le président à part, ont porté le qualificatif de "directeur général", a été sans inconvénients sérieux pendant de longues années. Il n'en est plus de même en présence de l'état de choses résulté de la guerre de 1914 à 1918. La nécessité de reconstruire sur les débris des traités anéantis a multiplié les relations et les négociations avec les Gouvernements étrangers dans les domaines les plus divers, et cela non seulement pour ce qui concerne le Ministre d'Etat, mais aussi, sous son contrôle, les autres membres du Gouvernement.

Aussi les considérations qui en 1857 firent adopter le titre de directeur général, ne sont-elles plus valables actuellement.

Si, en effet, le titre d'administrateur général, que portaient les membres du Gouvernement avant l'organisation de 1857, avait l'inconvénient de n'être pas connu à l'étranger, celui de directeur général, dans certains pays et notamment en Belgique, est celui de fonctionnaires de l'ordre administratif ayant des attributions comparables à celles de nos conseillers, mais sans même faire, comme ceux-ci, partie du Gouvernement. La dénomination de directeur général, appliquée à des ministres à portefeuille, responsables à l'égard du Souverain et de la Chambre des députés, ne peut ainsi que trop facilement donner lieu à des confusions regrettables et mettre les membres du Gouvernement luxembourgeois dans un état d'infériorité, alors

que, dans l'intérêt du pays, il importe qu'ils soient revêtus de toute l'autorité et du prestige nécessaires, même en ce qui concerne l'appareil extérieur de leur charge.

L'inconvénient tire sa gravité de la fréquence des cas. Certes, de nos jours comme il y a 70 ans, c'est toujours le Ministre d'Etat, auquel sont dévolues la présidence du Conseil et les relations extérieures, qui représente le Gouvernement grand-ducal vis-à-vis des Gouvernements étrangers et qui est responsable de la politique étrangère, mais, comme il a été déjà relevé ci-dessus, les autres membres du Gouvernement sont de plus en plus dans le cas de traiter des affaires de leur département à l'étranger ou à Luxembourg avec des représentants étrangers.

L'argument des exigences somptuaires invoqué en 1857, même s'il était encore valable aujourd'hui au même degré, ce qui n'est pas le cas, devrait céder devant ce que commande l'intérêt général.

Il y a bien, il est vrai, des pays où les membres du cabinet ne portent pas le titre de ministre, telle, entre autres, la Grande-Bretagne où, sauf quelques titres spéciaux, les membres du conseil des ministres sont qualifiés de "secrétaire d'Etat" ou la Suisse, où les membres du Conseil fédéral sont qualifiés de "chef de département". Mais le fait est qu'il s'agit là toujours de dénominations historiques, consacrées par un usage séculaire et qui, à tout le moins, ne peuvent pas donner lieu à équivoque, comme c'est le cas pour notre titre de directeur général.

Toutes les considérations concordent ainsi à faire donner aux membres du Gouvernement le titre de ministre qui correspond à leurs attributions; aucune ne s'y oppose. Au surplus, le cas peut même se présenter que le choix des conseillers de la Couronne en sera facilité à la Souveraine.

Avant de proposer à S.A.R. la Grande-Duchesse de prendre une décision dans ce sens, en exécution de l'art. 76 de la Constitution, d'après lequel le Grand-Duc régle

l'organisation de son Gouvernement", je serais bien aise d'avoir dans un court délai l'avis du Conseil d'Etat sur le changement projeté qui trouverait son expression dans le projet d'arrêté g.d.joint.

Aucune modification de l'organisation même du Gouvernement ou des attributions de ses ~~membres~~ n'est envisagée; il n'est pas question de remplacer des fonctions existantes par des fonctions nouvelles, il s'agit uniquement de conférer aux membres du Gouvernement la dénomination qui correspond à leur charge et qui, dans la plupart des pays, sert à désigner les mêmes fonctions. Aucune nouvelle dépense ne résultera de la réalisation de la mesure.

Dans ces conditions, il ne semble pas non plus que la liquidation des traitements des directeurs généraux puisse rencontrer quelque entrave du fait de la substitution du terme "ministre" à celui de "directeur général", employé dans le tableau (groupe XXI) annexé à la loi du 29 juillet 1913, sur la revision des traitements des fonctionnaires et employés de l'Etat, pour désigner les membres du Gouvernement autres que le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement. Il n'y aura de changé que la dénomination, et la nouvelle dénomination répond aux fonctions à raison desquelles les titulaires sont rétribués.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,

s./s. BECH.

Projet d'arrêté grand-ducal portant modification
de l'art.1er de l'arrêté royal grand-ducal du 9 juillet
1857, sur l'organisation du Gouvernement, et de
l'arrêté grand-ducal du 16 juillet 1926, sur la
répartition des services publics.

Nous Charlotte etc.

Vu l'art.76 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal grand-ducal du 9 juillet 1857, sur
l'organisation du Gouvernement;

Vu Notre arrêté du 16 juillet 1926, portant une nouvelle
répartition des services publics;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du
Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en
Conseil;

Avons arrêté et arrêtons :

Art.1er.- A l'avenir les membres de Notre Gouvernement
que l'art.1er de l'arrêté royal grand-ducal du 9 juillet
1857 prévisé a investis du titre de directeurs généraux,
porteront le titre de "ministre", en remplacement de
celui de "directeur général".

Art.2.- Dans Notre arrêté du 16 juillet 1926 prévisé, le
terme de "direction générale" est remplacé par celui de
"ministère".

Art.3.- Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera
publié au Mémorial.

Les Membres du Gouvernement,

projet d'articles grand-journal...
de l'article de l'article royal grand-journal...
1887, sur l'organisation du gouvernement...
l'article grand-journal de 15 juillet 1887, sur la
répartition des pouvoirs publics.

Notre Constitution est...
Au 1^{er} art. 78 de la Constitution...
Au 1^{er} art. 78 royal grand-journal de 9 juillet 1887, sur
l'organisation du gouvernement...
Au 1^{er} art. 78 de 15 juillet 1887, sur la répartition
des pouvoirs publics...
Sur la répartition des pouvoirs publics, président du
gouvernement, le grand-journal de 15 juillet 1887
constate :

Article 78 de la Constitution :
Art. 78. - A l'exception des matières de notre gouvernement
proposées de l'article royal grand-journal de 9 juillet
1887 prévues à l'article de titre de l'article grand-journal
portant le titre de ministères, en remplacement de
celui de « ministères généraux ».

Art. 78. - Dans notre article de 15 juillet 1887 prévu, le
texte de « ministères généraux » est remplacé par celui de
« ministères ».

Art. 78. - Notre ministre d'Etat, président du gouvernement
est chargé de l'exécution de présent article et sera
publié au Moniteur.

Donné en l'Assemblée nationale.

Par sa dépêche du 10 janvier dernier, M. le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, a soumis au Conseil d'Etat un projet d'Arrêté Grand-ducal, qui a pour objet de conférer le titre de Ministre aux Membres du Gouvernement actuellement investis du titre de Directeur Général.

Aux termes de cette communication, aucune modification de fond n'est envisagée : il s'agirait uniquement d'attribuer aux Membres du Gouvernement une dénomination qui réponde à leur charge, et qui, dans la plupart des pays, sert à désigner les mêmes fonctions. Le motif essentiel de l'innovation est que le titre de Directeur Général prêterait à équivoque, en sorte que les Membres du Cabinet luxembourgeois seraient constitués dans un état d'infériorité dans les multiples négociations qu'ils ont à traiter avec les autorités étrangères, dans cette période d'après-guerre.

Le Conseil ne croit pas pouvoir se rallier à la proposition, pour la raison que, si quelque confusion est à craindre du chef des dénominations actuelles, il lui semble, néanmoins, que le moyen ne manque pas d'y parer.

L'organisation en vigueur remonte à l'Arrêté R.Gr.d. du 9 juillet 1857. A cette époque, elle a été délibérément établie comme correspondant à la situation du pays, à l'intérieur et à l'étranger. De fait, durant soixante-dix ans, elle n'a jamais soulevé d'observation, ni comporté d'inconvénient. Il doit être admis que nos Directeurs généraux ont été toujours considérés comme Membres du Gouvernement. Il en est de même des Membres du Cabinet de la Grande-Bretagne, qui sont qualifiés de Secrétaires d'Etat, et des Ministres du Conseil fédéral helvétique, qui portent le titre de ~~chef de département~~. Les anciennes

Conseiller Fédéral

Constitutions allemandes ne sont à citer que pour mémoire. Ces exemples démontrent la diversité des qualificatifs qui ont été, de tout temps, appliqués à une charge sur la définition de laquelle il n'y a aucun doute.

Il est vrai que le motif ^{qui est maintenant} ~~principal qui est~~ invoqué ~~se rapporte~~ se rapporte à une situation qui serait péremptoirement changée depuis la guerre. Dans les relations devenues fort nombreuses avec les autorités étrangères, la dénomination actuelle serait la cause de confusions regrettables et préjudiciables au pays.

De l'avis du Conseil, ce danger d'équivoque constitue, ^{en fait} ~~en effet~~, toute la question : avec lui, la motivation du projet disparaît. Nos Directeurs généraux sont-ils dans le cas de traiter avec des représentants étrangers qui ignorent leur véritable situation de Membres du Gouvernement ? Le Conseil reconnaît les inconvénients qui résulteraient certainement de semblables malentendus. Mais il estime que ce danger peut facilement être prévenu. Ne suffira-t-il pas, pour le Directeur général en cause, de se servir d'une dénomination qu'il a le droit de puiser dans sa situation actuelle ? Dès lors qu'il se fera connaître sous le qualificatif de Membre du Gouvernement ou de Chef de Département, les confusions signalées seront écartées en fait.

Au surplus, il est un autre titre dans l'organisation ^u en vigueur qui semble se prêter aussi aisément à des erreurs : c'est celui de notre Ministre d'Etat. En Belgique loin de désigner le Président du Conseil, ce titre est souvent purement honorifique. Il est conféré, pour services rendus, à des hommes d'Etat éminents, à d'anciens Ministres, et même à des parlementaires ou à des fonctionnaires

d'élite qui n'ont jamais fait partie d'un Cabinet et qui ne sont consultés qu'officieusement par le Souverain.

Dès lors qu'aucune proposition de changement ~~n'est~~ ne porte sur ce point de l'organisation actuelle de notre Gouvernement, il semble au Conseil qu'il y a là un motif de plus de conserver celle-ci en son entier.

Lux., le 31 mai 1927

Président du Liban en république, le

31 mai 1927.

Le Président

Le Sultan

Chon

